tous ses pouvoirs et toute son autorité. Qui oserait contester au Christ le droit de dire à tous les gouvernements, à tous les pères de famille, à toutes les commissions scolaires, à tous les professeurs: "Si quelqu'un scandalise un de ces petits qui croient en moi, il vaudrait mieux pour lui qu'on lui mit au cou une meule de moulin et qu'on le précipitât au fond de la mer" (Matt., XVIII, 6) ?

* * *

La société civile a pour but de protéger les droits de chacun de ses membres et d'assurer le bonheur commun en favorisant le progrès de toutes ses classes. Donc loin de violenter la conscience et les aspirations légitimes de la famille et des individus, la société civile devra les couvrir de son égide tutélaire. Elle se doit à tous les citoyens sans doute, mais ce sont les plus petits et les plus faibles qui ont un droit spécial à sa vigilante protection. Par conséquent, si l'enfant, dans quelques cas particuliers, ne reçoit pas d'un père dénaturé les soins et l'éducation auxquels il a droit, l'autorité sociale pourra le soustraire, même par la force, à l'autorité paternelle et le prendre sous sa sage protection. Le Pape Léon XIII a mis en lumière ce point de droit naturel dans son encyclique "De conditione opificum": "S'il existe quelque part un foyer domestique qui soit le théâtre de graves violations des droits mutuels, que le pouvoir public y rende son droit à chacun; ce n'est point là usurper sur les attributions des citoyens, c'est affermir leur droit, les protéger, les défendre comme il convient." Qu'on remarque la délicatesse avec laquelle le Pape touche à cette auguste prérogative qu'est l'autorité paternelle. On dirait qu'il se refuse à croire qu'un père puisse volontairement négliger le soin de son enfant. Il nous semble qu'il y a là une leçon de sage modération et de prude sagesse, pour tous ceux qui ont la mission difficile de pénétrer dans la famille quand il y a lieu d'en redresser les abus.

* * *

Ici, on nous permettra quelques observations respectueuses. Nous admettons volontiers la sagesse de lois qui demandent pour une école un local convenable, car nous comprenons que la santé et le bien-être des enfants y sont intéressés; mais nous nous demandons parfois si ces lois sont toujours appliquées avec sagesse et discrétion, et si vraiment il y a toujours proportion entre les écoles qu'on exige et les moyens dont on dispose dans certaines localités pauvres. De même, si l'on se croit en droit d'exiger des certificats de compétence pour tous les professeurs de nos écoles, ne doit-on pas aussi, par égard pour des personnes qui ont consacré leur vie à l'enseignement et dont les élèves subissent avec succès les examens de l'État, adoucir un peu l'épreuve des formalités légales, en se rappelant qu'il est pénible à un